

LES CAHIERS D'EUROPE 21

L'Europe doit ôter sa tunique de Nessus

Pour un capitalisme responsable



La croissance est repartie en Chine, les Etats-Unis relancent massivement leur économie et les géants mondiaux de la technologie, grands vainqueurs de la pandémie, préparent « le monde d'après ». Mais l'Europe est en grande difficulté. Si nous sortons de l'épidémie en 2021, un rebond aura lieu, mais il est illusoire de penser que les conditions d'une reprise durable sont réunies. Ce n'est pas l'ampleur des plans de relance qui fait souci, c'est la capacité de faire bon usage des fonds.

Dans son article, Philippe Herzog nous parle de sa stupéfaction concernant le caractère introverti des dirigeants et de leur non-dit à propos de notre dépendance envers les marchés financiers et les structures du capitalisme globalisé. Nous en sommes en fait les otages et les complices.

Cet article dresse un diagnostic et il est une contribution à la mise en place d'un capitalisme européen responsable.

L'auteur présente une analyse critique de la stratégie, des normes et de la gouvernance du Green deal européen. Il cible deux objectifs essentiels : reprendre le contrôle de la dette et du financement, réorienter l'innovation vers la création de chaînes de valeur industrielles pour régénérer les biens communs.

Il souligne le besoin de réformes structurelles pour mettre en place une économie mixte où les entreprises et leurs salariés, les collectivités territoriales et les organisations de la société civile puissent concevoir et co-construire les investissements de long terme nécessaires.

Alors que nos sociétés se décomposent et que les tensions montent, il faut sans retard créer les conditions d'une appropriation des enjeux par les populations européennes elles-mêmes, et permettre ainsi leur participation.

SOMMAIRE

Introduction

L'économie européenne est un grand corps malade

- L'Europe a épousé un capitalisme dominé par le pouvoir de l'argent
- La perte de maîtrise publique du financement et de l'investissement

Reprendre le contrôle de la dette et du financement

- Pour une critique des plans de relance
- De quelle industrie financière avons-nous besoin ?

Réorienter l'innovation vers la création de chaînes de valeur pour les biens communs

- Créer de la valeur oui, mais laquelle et pour qui ?
- Des failles à chaque étape dans la chaîne de création de valeur ajoutée
- Analyse critique de la « stratégie » européenne de ré-industrialisation
- En l'état le « Green deal » n'est ni efficace, ni fédérateur

Dernière chance pour le libéralisme européen

A lors que j'écris ces lignes, l'épidémie se poursuit mais la vaccination n'a pas atteint son plein régime. La crise économique et sociale perdure et il n'y aura pas de retour à la normale car des tâches difficiles nous attendent pour inventer une reprise durable.

Les Etats européens ont soutenu les entreprises et les populations victimes de la chute d'activité avec abondance de prêts et de subventions. Il le fallait. Avec l'annonce de plans de relance leurs dirigeants ont voulu donner confiance en leurs politiques de sortie de crise. Mais on ne peut en l'état accorder cette confiance puisqu'aucun diagnostic sérieux de la situation n'est proposé, ni un débat public engagé pour que les citoyens s'approprient le sens des réformes à accomplir alors que l'efficacité de ces plans n'a rien d'évident. Faut-il se masquer les handicaps qui se sont creusés quand tant d'atouts ont été galvaudés au long des dernières décennies, quand tant de potentiels ne sont pas activés ? La crise n'est pas seulement due aux chocs exogènes du virus, elle est endogène, celle d'un capitalisme financier occidental qui a érigé la valeur de l'argent en valeur suprême, que les Etats européens ont adopté et qui ronge la démocratie. Le non-dit à ce sujet masque la volonté de défendre ce système ou bien l'impuissance à le transformer.

Cela fait penser à la célèbre phrase du Prince de Lampedusa : « *il faut que tout change pour que tout reste comme avant* ». L'auteur du « Guépard » exposait dans ce roman l'immobilisme et l'épuisement des élites dans la Sicile du Risorgimento. J'ai fait un rapprochement avec une phrase semblable, celle du jeune Augustin qui près de seize siècles auparavant écrivait : « *Plus ça change, plus c'est la même chose* ». En quête de vérité il commençait à entrevoir l'épuisement de la culture de l'Antiquité tardive. Ce qui est commun à ces messages d'auteurs si différents, c'est leur interrogation sur les facultés humaines de réaction dans des contextes de ruptures et de mutations profondes.

Les yeux rivés sur les événements présents nous éprouvons

aussi un sentiment d'épuisement face aux politiques de nos dirigeants, mais nous devons également nous interroger sur nous-mêmes et notre société. Pour imaginer les sources et les impacts de la crise du capitalisme européen, j'ai pensé au mythe de la Tunique de Nessus qui dans l'Antiquité grecque représentait un cadeau empoisonné fait à Hercule. L'ayant revêtue, elle lui a collé à la peau et il ne pouvait pas s'en débarrasser sans s'arracher les chairs ; il a alors préféré s'immoler par le feu.

Nous n'en sommes pas là mais il faut reconnaître que l'économie européenne est un grand corps malade et en faire un diagnostic en enquêtant sur l'anatomie et la physiologie de ce système. D'où viennent et où passent toutes ces masses d'argent, se demandent les gens ? Pour répondre à cette question il nous faut analyser la fonction d'allocation et de transformation des ressources financières en dépenses dans l'économie réelle. Par analogie on peut comparer cette fonction avec la circulation du sang dans les artères. Le dysfonctionnement actuel est frappant : il y a pléthore d'argent mais carence d'investissements. En même temps il nous faut saisir la fonction d'orientation des innovations qui motivent ces investissements. Leurs biais en regard des besoins de développement humains et écologiques actuels sont visibles. Ceci donne à réfléchir sur les responsabilités de la gouvernance et de la régulation de l'économie qu'on peut comparer au fonctionnement du cerveau et du système nerveux.

Les structures du système économiques que sont les entreprises et les collectivités, principaux acteurs de ces opérations, sont aujourd'hui affectées. Leur rôle respectif et leurs liens doivent être analysés avec le souci de bâtir de nouvelles solidarités humaines et productives dans nos sociétés.

Comme à mon habitude j'associerai à la critique des propositions qui en quelque sorte ramèneraient l'économie en société, afin que les populations sachent vraiment où sont les problèmes et comment elles peuvent se saisir des solutions¹.

L'économie européenne est un grand corps malade

Médias et dirigeants parlent de l'Union européenne comme d'une puissance économique. C'est se payer de mots : notre Union est certes un grand marché attractif, avec une grande monnaie, l'euro, qui protège notre espace, et un ensemble de normes qui ont un rôle important dans la mondialisation. Mais l'Europe n'est pas une puissance industrielle et commerciale, c'est une mosaïque d'économies nationales où domine l'Allemagne². Le processus d'« intégration » s'est interrompu, au contraire la division s'est installée entre nos firmes et nos Etats dans un espace où les normes entretiennent la compétition et non la coopération, où il n'y a pas de véritable budget pour la solidarité, et qui n'est pas gouverné. L'Union affiche des « stratégies » en tous domaines mais le pluriel masque l'absence de cohérence et d'unité. Elle agit en multipliant les normes juridiques et les objectifs chiffrés sans que les conditions structurelles de leur réalisation ne soient en

place, avec des incitations budgétaires très limitées et des coordinations à caractère technocratique, il y a peu de politiques communes effectives. Elle ne mobilise pas la jeunesse des sociétés et leurs forces vives.

En Europe la raison économique en vigueur confond rentabilité pour les capitaux et efficacité pour le bien commun. Et l'Union repose sur deux mythes : le premier est que le vecteur fondamental de la croissance est la concurrence ; le second est ce qu'on appelle le « Techfix », c'est-à-dire qu'à tout problème la solution est d'abord une affaire de technique.

L'Europe a épousé un capitalisme dominé par le pouvoir de l'argent

Les générations qui ont connu les « Trente glorieuses » de l'après-guerre peuvent comparer cette période avec celle

¹ Cet article se focalise sur les problèmes fondamentaux du financement et de l'innovation ; je ne traite pas ici d'autres problèmes essentiels comme le commerce et les relations internationales, la politique macroéconomique, sans compter les politiques sociales et les enjeux anthropologiques. D'autres écrits y sont consacrés.

² L'Union affiche des excédents commerciaux mais ce sont ceux de l'Allemagne et des Pays-Bas, tandis que la France par exemple est d'année en année déficitaire.

d'aujourd'hui. L'Europe n'a pu se sortir de la grande crise de 1929 et de la Seconde guerre mondiale qu'au prix d'un effort de reconstruction où, adossés à une coopération internationale sans précédent dans le cadre atlantique, les Etats européens se sont faits investisseurs. En France par exemple 75% des investissements dans l'économie étaient programmés et financés par l'Etat directement ou indirectement. Reconstruire et moderniser l'industrie furent ainsi les bases d'un plein emploi, ce choix de société majeur qui est aujourd'hui perdu de vue. Mais la nostalgie n'est pas de mise, un retour à ce capitalisme serait illusoire, le monde a radicalement changé.

Depuis les années 1980 nous vivons dans un capitalisme mondialisé mis en place par la superpuissance américaine avec la complicité du Royaume-Uni et la complaisance de nombreux Etats européens dont le nôtre. De grands investisseurs financiers et sociétés multinationales ont émergé et ils ont pris un pouvoir d'orientation et de décision majeur en matière d'innovation et d'investissement. Ceci a bouleversé nos vies et généré de nouveaux besoins, accru le niveau de vie des couches moyennes non sans provoquer de formidables inégalités et déprédations du patrimoine.

Nous sommes devenus profondément dépendants de ce nouveau système qui a envahi d'autres régions du monde. Mais il est entré en crise durable depuis la crise de 2008.

Il faut se rappeler qu'il n'a pu s'imposer que par un combat idéologique et une manipulation de chaque instant de ses promoteurs. Une révolution culturelle inspirée par Milton Friedman a eu lieu, pour qui la source de la richesse des nations n'est plus le travail humain mais le patrimoine financier. La valeur pour les actionnaires a remplacé la valeur travail pour guider l'investissement et l'innovation. Dans les entreprises « l'alignement des intérêts » entre la gestion des collectifs humains et la rentabilité voulue par les actionnaires a été instauré³. Au niveau de la société l'Etat a renoncé à son rôle d'orientation et de programmation des investissements essentiels.

Ainsi assujettie à la rentabilité pour les actionnaires, l'efficacité sociale s'est confondue avec leurs exigences à court terme et s'agissant des investissements de long terme, de grandes firmes scrutent les opportunités partout dans le monde pour pérenniser leur profitabilité. Elles parlent de prises de risques mais sur qui pèsent ceux-ci, sinon sur les populations, alors que les liquidités et les renflouements ne manquent pas pour que le capital financier puisse se refaire en cas de crise ? Les Etats leur offrent des garanties, et dans des pays comme la France, ils sont ravalés pour l'essentiel au rôle de correction des dégâts sociaux. Pour les choix d'investissement, les firmes mesurent les coûts et les avantages financiers et les récompenses échoient largement aux capitaux engagés, alors que le monde du travail responsable de la production subit les risques et se paupérise, comme c'est le cas aux Etats-Unis depuis quelques décennies. Maintenant les couches moyennes voient aussi leur avenir menacé.

Le système capitaliste financier patrimonial (qu'on désigne

aussi comme « néolibéral ») n'a pas que des biais, c'est vrai, il a eu comme vertu principale de permettre à nombre de pays du monde d'émerger et se développer sur un marché mondial où l'on a pu s'émanciper des carcans imposés par un ordre géopolitique abîmé en blocs d'allégeance entre des puissances antagoniques, les Etats-Unis et l'Union soviétique. Mais ce système globalisé a creusé les inégalités au sein de chaque région du monde et des asymétries dans les rapports de force. Désormais les institutions de coopération internationale créées après les guerres mondiales sont en déshérence. Les libertés qui étaient gagnées sont partout compromises.

La perte de maîtrise publique du financement et de l'investissement

La Communauté européenne, cette renaissance engagée voici plus de soixante-dix ans, est aujourd'hui mal placée pour rebondir. Je me souviens que lors d'une audition de Jacques Delors au sein de la Commission nationale de planification dans les années 1980, je l'ai interrogé sur les dangers de la formation du capitalisme financier globalisé pour l'Europe. Il m'a répondu que la relance de la construction européenne viserait précisément à nous protéger de ses impacts. Malheureusement trop peu. Certes la monnaie unique nous a protégés des anciennes vagues d'instabilité liées aux fluctuations des monnaies nationales, mais les règles mises en place sur le marché unique pour la libre-circulation des capitaux et l'ouverture commerciale ont largement épousé et satisfait les exigences des grands intérêts financiers. On paie très cher ces compromis. Quand en 1994 Jacques Delors a présenté aux gouvernements nationaux un plan européen de croissance fondé sur des investissements publics, ils ne l'ont même pas discuté.

Nous sommes nombreux à avoir alerté, gardé la foi, proposé des réformes, et faute de grandes transformations, avons accepté et soutenu les efforts de relance de la Communauté. Il fallait que la bicyclette continue de rouler pour ne pas tomber ! Dans le cadre d'un mouvement civique à dimension politique non partisane l'association Confrontations Europe, que j'ai co-fondée et que mon épouse Claude Fischer-Herzog et moi-même avons longtemps dirigée, nous avons travaillé et combattu pour de grandes innovations économiques et démocratiques au sein de l'Union⁴. En dépit de résultats partiels ces efforts sont inaboutis.

Au milieu des années 2010 notre *Manifeste pour une refondation de l'Union européenne*⁵ a rencontré un écho et rassemblé nombre de dirigeants, mais force est de constater qu'il n'a pas connu le débouché qu'il méritait. Aujourd'hui quand le président français appelle à une « souveraineté européenne », on doit se demander quelle est la substance de cette notion à défaut d'une telle refondation, ni d'un mouvement et création populaires convergeant en ce sens. Nous ne devons pas sombrer dans le dénigrement et la désillusion mais redoubler d'efforts sans complaisance car l'Union est en danger.

Dans le contexte de la pandémie le capitalisme financier

³ Aujourd'hui par exemple Sanofi est en difficulté, taille dans les coûts salariaux mais verse à ses actionnaires des dividendes encore accrus pour les rassurer et les conserver.

⁴ Voici quelques titres dans la masse énorme de nos travaux et publications : *Former société en Europe* (2000), *Pour une identité européenne d'entreprise* (2001), *Pour une Communauté de l'énergie* (2002), *Quand l'Europe s'ouvre aux services publics* (2004), *Un nouvel acte unique au cœur de la relance de l'Europe* (2007), *Une stratégie industrielle européenne fondée sur la coopération* (2012), *Contribution pour une stratégie européenne d'investissement* (2014).

⁵ « Pour un contrat de reconstruction » signé par 180 personnalités d'horizons divers. 2014

patrimonial se restructure et se rajeunit pour consolider encore son emprise. Les géants du Tech sont les grands gagnants et ils nous entraînent vers de nouveaux développements qui peuvent finir très mal. En ouvrant de nouveaux champs comme l'e-globalisation et l'intelligence artificielle, ils creusent plus profond les ruptures des modes de production et d'habitat. Chacun doit s'interroger sur les impacts, aucune confiance aveugle n'est de mise. Certes l'Europe cherche son autonomie, se voyant prise en étau entre les Etats-Unis et la Chine, mais elle ne remet en cause ni ses fondations ni ses politiques.

Il y a peu de temps des dirigeants et intellectuels libéraux clairvoyants ont alerté sur la crise du libéralisme dont ils avaient conscience, mais aujourd'hui les mêmes (je pense par exemple aux rédacteurs de l'hebdomadaire *The Economist*) avancent la perspective d'une décennie 2020 brillante comparable aux anciennes années 1920. Ils rêvent de *roaring twenties*, oubliant au passage que les folles années 1920 ont fait le lit des années 1930 de fâcheuse mémoire. D'autres dirigeants annoncent engager de

nouvelles politiques qui marqueront les trente prochaines années. Plus lucides sont ceux qui cherchent à rendre le capitalisme plus responsable, à comprendre comment maîtriser la finance et l'innovation pour réussir à relancer les investissements publics et créer sur le terrain de véritables solidarités européennes. Sans réformes structurelles, sans de nouveaux critères de gestion et d'organisation, les plans de relance seront sources de nouvelles désillusions⁶.

Ne laissons pas anesthésier la conscience populaire. Le peuple sait le pouvoir de l'argent mais il n'a pas reçu d'éducation en économie et en gestion, et faute d'un espace public d'information et de communication européen digne de ce nom, il s'interroge sur les « complots » des puissants. Si cette explication n'est pas judicieuse le sens de l'interrogation est bon, mais les dirigeants esquivent la question sous-jacente. Individuellement et collectivement nous devons pourtant comprendre comment fonctionnent le virus de la financiarisation, le guidage de l'innovation par les grands monopoles globalisés, le management actuel des institutions publiques et de la démocratie.

Reprenre le controle de la dette et du financement

La crise financière de 2008 a été analysée comme étant une crise de surendettement public et plus encore privé, dont la transmission internationale a reposé sur les soi-disant innovations de l'industrie financière américaine qui lui ont permis de se débarrasser de paquets de dettes irrécouvrables. Alors les Etats-Unis et la Chine ont relancé massivement leurs dépenses, ce qui a eu aussi pour effet de soutenir la demande mondiale. L'Europe ne l'a pas fait et en Grèce notamment une politique d'austérité a été imposée sous la pression des marchés financiers et de l'Union ; en contrepartie la Banque Centrale européenne a repris provisoirement une partie de la dette.

Cela étant **l'endettement public et surtout privé a encore doublé dans la dernière décennie**. Face à la crise sanitaire les responsables politiques européens n'ont pas réagi comme en 2009 : ils ont réinjecté massivement de nouveaux crédits pour empêcher que la récession de 2020 ne dégénère en dépression économique. C'était justifié, mais croire que l'on pourrait annuler les dettes surabondantes est faire insulte à l'histoire, déclare Jean Peyrelevade, rappelant que dans le passé les dettes contractées par les Etats par temps de guerres ont toujours été payées d'une façon ou d'autre. Aujourd'hui ils savent renouveler des dettes, les restructurer, mais les annuler signifierait une brutale rupture dans les bilans des créanciers et dans les conventions qui ont permis d'ériger les banques centrales et de garantir leur coopération internationale. Il s'ensuivrait une grave perte de confiance dans les systèmes monétaires.

Notre ministre Bruno Lemaire ne s'inscrit pas dans cette perspective, il dit que nous rembourserons la dette par la croissance. C'est un vœu pieux : la croissance moyenne de la production en Europe a faibli de décennie en décennie,

alors même que les dettes s'accumulaient. L'ancien dirigeant du patronat anglais et de l'autorité de régulation britannique Adair Turner a publié en 2015 *Entre la dette et le diable* (« Between Debt and the Devil ») un livre où il montre que pour ne pas tomber de Charybde en Scylla il faut apprendre à distinguer la bonne de la mauvaise dette, donc en reprendre un contrôle politique qui a été abandonné dès les débuts de la révolution néolibérale.

L'épargne et le crédit n'ont pas manqué en Europe, ils sont tout à fait surabondants aujourd'hui alors que le sous-investissement est criant dans nombre d'entreprises et de services publics. En France le recours chronique à la dette publique a servi principalement à financer la dépense sociale. L'Etat-Providence a corrigé partiellement les dégâts sociaux d'un capitalisme improductif où la recherche, la formation et les infrastructures sont sous-financées.

L'enflure de la dette privée dans le capitalisme occidental a servi à doper l'enflure des patrimoines financiers : les grandes sociétés bénéficient d'une création monétaire pour des emprunts à très bas taux d'intérêt mais plus que pour des investissements productifs ils en font des leviers pour gonfler le prix de leurs actifs financiers : rachats d'actions, dividendes généreux, plus values et autres spéculations. Loin d'être justifié par un risque social, ceci a pour envers du décor la paupérisation salariale. Et c'est au cœur des impacts du virus financier que nous dénonçons.

Jamais les Bourses des valeurs (actions et obligations) n'ont été autant déconnectées de l'économie réelle. Depuis la pandémie les Bourses sont toujours plus instables mais toujours incroyablement optimistes ! C'est dire à quel point les professionnels du système capitaliste croient en son avenir. La dette nationale américaine s'est encore accrue

⁶ Jacques de Larosière met le doigt sur « le virus de la financiarisation » de l'économie et sur les responsabilités de la politique monétaire dans son livre « Quarante ans d'égarement économique ». Shoshana Zuboff dénonce « Le capitalisme de surveillance », et montre que le pouvoir des géants du web repose sur la captation des données numérisées au bénéfice de leurs applications rentables, imposant un formidable conditionnement des comportements individuels. Où est donc passée la souveraineté des peuples ! Dans « L'Etat entrepreneur » Mariana Mazzucato démontre que les innovateurs de génie de la révolution technologique et numérique, proclamés universellement comme tels, disposent de la recherche fondamentale créée dans des institutions publiques et d'avantages publics de toutes sortes.

de plusieurs trillions de dollars mais pour les actifs financiers « cette pandémie est étoilée » lit-on dans le Financial Times⁷. L'enflure de la valeur boursière des GAFAs et d'autres champions a plus que compensé la baisse subie par de nombreuses sociétés.

Ainsi la politique monétaire tant vantée en Europe qui avait permis d'éviter le pire lors de la crise de 2008 puis celle de l'Eurozone est maintenant devenue une impasse. Les taux d'intérêts nuls et négatifs signifient une vision dépressive de la société et la politique monétaire fabrique la décroissance de l'avenir, écrit Jacques de Larosière. Des banquiers centraux disent que la situation ne tient qu'à un fil.

Faut-il craindre une reprise de l'inflation ? Des tensions apparaissent sur les prix de marchandises en transit sur les marchés internationaux en raison de disruptions dans les chaînes d'approvisionnement et des tendances à la déglobalisation qui traduisent des repositionnements régionaux ; en même temps les taux d'intérêts sur les obligations du Trésor américain augmentent. Si les ménages européens mobilisaient massivement leur épargne après la pandémie pour consommer plus, une reprise d'inflation pourrait accompagner un fort rebond économique. Mais il pourrait être bref. L'Europe peut-elle déconnecter ses taux d'intérêts des taux américains ? Cela n'a rien d'évident sachant l'interdépendance créée par la globalisation des marchés financiers et le leadership de l'industrie financière américaine.

Un débat s'est ouvert aux Etats-Unis pour savoir si le plan de relance du président Biden n'est pas trop massif. Si les anticipations de hausse des prix et des taux d'intérêts se confirmaient, la chute de la valeur des obligations pourrait provoquer un krach. Début 2021 le marché sur lequel s'échangent les dettes obligataires est sur un nuage bien que la qualité du crédit se dégrade. Une reprise durable de l'inflation est peu probable mais le marché en sous-estime les risques. Les banques centrales sont prudentes, la BCE est dans l'indécision, mais elle a alerté les politiques depuis longtemps : on ne doit pas s'en remettre à une politique de création monétaire trop accommodante, il y a besoin d'une politique budgétaire capable de ranimer l'économie réelle.

Pour une critique des plans de relance

Comme Jean Pisani-Ferry le reconnaît, l'expression « **plan de relance européen** » est trompeuse. En 2020 et 2021 ce sont des plans nationaux qui sont à l'œuvre. Ils consistent en soutiens financiers publics de nombreuses entreprises et populations afin de passer la crise sanitaire sans enflure des faillites et des licenciements pour le moment. Le revenu national a été maintenu alors que la production de richesses a chuté. Autre chose est la relance que les Etats préparent pour une reprise d'activité escomptée au mieux au deuxième semestre 2021 mais pour qu'elle soit durable il faudrait des réformes de structures : Mario Draghi les annonce en Italie s'agissant de la composition du capital pour s'attaquer au clientélisme. Qu'en est-il en France ? Dans notre pays ultra-centralisé, l'élection présidentielle de 2022 mobilise les acteurs politiques et les médias sans préparer

les gens aux réformes essentielles de l'Etat, et celles des entreprises et des services publics.

De son côté l'Union européenne innove : elle va mobiliser un emprunt communautaire sur les marchés internationaux et une partie des fonds sera répartie entre les Etats pour les aider. Mais ces ressources ne seront que partiellement activées en 2021 et elles seront conditionnées à des réformes nationales supposant de très difficiles tractations dont les principes ne sont pas encore connus. Il faudra aussi offrir des garanties budgétaires aux investisseurs pour les remboursements futurs de cet emprunt européen, donc décider de doter le très médiocre budget européen en nouvelles ressources propres, un sujet récurrent pour l'Union mais qui n'a connu aucune réponse depuis très longtemps.

Une partie des ressources de l'emprunt servira à financer une reprise durable de l'investissement, tout particulièrement pour la transition écologique. Ces ressources iront-elles vraiment à des investissements effectifs et efficaces ? L'Union n'est pas une Union d'investissement parce qu'elle est par fondement dépendante envers les investisseurs financiers internationaux et elle manque d'une industrie financière européenne intégrée.

Le volume des financements publics dans les plans de relance occidentaux est très supérieur à celui de 2009, qui était déjà élevé. Il est plus faible en Chine, mais celle-ci est déjà en reprise, et très limité dans de nombreux pays pauvres à qui l'Occident est avare de crédit. Il ne faut pas cultiver une vision étroite et introvertie des plans de relance français et européens, et omettre de se pencher sur les transferts de ressources à l'échelle internationale. Jean Marc Vittori⁸ a scruté ces transferts entre l'Europe et les Etats-Unis dans les dernières années, il a observé qu'ils se sont dirigés massivement d'Europe vers l'Amérique. Les investisseurs de la zone euro ont acheté plus de 300 milliards de dollars de titres du Trésor américain depuis 3 ans, même engouement pour les actions américaines à commencer par celles des GAFAs et de nouvelles sociétés prometteuses. Nous sommes les pigeons complaisants des Américains écrit ce journaliste : nous finançons leurs déficits. Les Français sont nombreux à revenir en Bourse. Je crains le caractère spéculatif de cet engouement ; il est visible s'agissant des cryptomonnaies.

L'asymétrie de puissance entre l'industrie financière américaine et la nôtre est liée aux différences entre nos modes de financement de l'investissement. Les Américains épargnent très peu et ils se financent par création monétaire sur les marchés financiers où ils tirent tous les avantages du rôle unilatéral du dollar comme monnaie du système international des paiements. Par contre les Européens épargnent traditionnellement beaucoup, et pour le financement des investissements ils passent par l'intermédiaire des banques nationales. Des pays comme la France où les déficits budgétaires et commerciaux sont chroniques sont les plus profondément dépendants des marchés financiers internationaux pour se financer. L'Europe ne dispose pas – Londres mise à part – des armées de spécialistes des marchés qui font l'expérience et la force des places

⁷ Dans ce journal d'excellents analystes comme Edward Luce, Mikael Mackenzie, Mohamed El Erian, Gillian Tett, Rana Forohaar et d'autres révèlent cette réalité. Ces connaisseurs du capitalisme anglo-saxon nous proposent une critique du capitalisme souvent plus affinée et prometteuse que celles disponibles en Europe.

⁸ Cf. L'Europe, heureux pigeon de l'Amérique, Les Echos, 23.02.21

financières américaines et qui allouent les capitaux dans le monde entier. Le non dit sur la qualité de l'industrie financière européenne face aux Etats Unis est choquant alors que l'Union européenne se déclare vouloir devenir autonome.

De quelle industrie financière avons-nous besoin ?

Après la crise de 2008 Michel Barnier et Olivier Guersent, responsables pour la Commission européenne, ont mis en place une supervision des banques et une législation axée sur des règles de prudence. Ils ont aussi commencé à bâtir une Union bancaire pour prévenir les risques et en partager le traitement, mais ce chantier est inabouti ; d'ailleurs les banques nationales se plaignent de marges faibles à cause de l'écrasement des taux d'intérêt et elles sont confrontées à une nouvelle concurrence avec la percée des GAFAs dans le système des paiements et l'offre de crédit.

En 2014, l'Union européenne s'est fixé l'objectif de bâtir une Union des marchés financiers pour accroître leur participation dans le financement de nos investissements. Mais avec quelle vision ? Il ne s'agit pas d'imiter les Etats-Unis. En tout cas cet objectif ne semble pas être une des priorités de l'agenda communautaire et ce n'est pas bon signe. Au total l'Union européenne ne dispose pas d'un espace financier intégré. C'est un handicap majeur quand il faudrait multiplier les investissements d'échelle transeuropéenne.

J'insiste : nos dirigeants politiques sous-estiment gravement la dépendance de l'Europe envers les marchés financiers internationaux. Faut-il rappeler que ceux-ci ne font pas l'objet d'une supervision et ne véhiculent pas seulement des ressources mais aussi des spéculations et des prédatations considérables ? Et que d'autre part des fautes majeures ont été commises en matière de régulation ? En 2005 l'Europe a adopté les normes comptables fabriquées par les idéologues américains les plus friedmaniens. Les principes de « *complète juste valeur* » (full fair value) assujettissent les sociétés à comptabiliser leurs ressources financières et leurs allocations aux prix des marchés de titres dans une optique court-termiste qui crée une instabilité fondamentale pour les entreprises. En même temps les spéculateurs disposent de toutes les liquidités voulues et tous les risques sont renvoyés aux populations. Avec la participation du regretté Philippe Maystadt, ancien ministre des Finances belge et président de la BEI, nous avons agi pour que l'Union européenne adopte ses propres normes comptables, un combat malheureusement inabouti et un échec très symbolique de la dépendance de l'Europe envers la grande finance.

Au milieu des années 1930 le pouvoir fédéral américain a lancé un New deal pour sortir de la crise de 1929 et il a créé des Agences publiques pour financer des investissements d'intérêt général. Trop de dirigeants européens font preuve d'un abus de langage en parlant de New deal pour leurs politiques actuelles car elles ne reposent pas sur de telles réformes structurelles.

Ils ne remettent pas en cause le pouvoir dont disposent les marchés financiers. Ainsi quand les dirigeants français prônent une « start-up nation » (toujours l'esprit de « premiers de cordée » !), ils semblent indifférents au fait que nos start-up ne grandissent pas mais se délocalisent

aux Etats-Unis faute d'une maîtrise européenne des choix et des risques afférant aux investissements de long terme.

Les géants de la technologie survalorisés en bourse et disposant de ressources financières abyssales ne sont pas simplement court-termistes, au contraire ils disposent de capacités d'anticipation et de stratégie à l'échelle globale. Ils sont devenus des monopoles globaux dont la valeur patrimoniale grimpe avec l'extension de leur empire. Ils ne se contentent pas d'offrir des services commerciaux, ils se ruent aussi dans les domaines des services d'intérêt général dès qu'ils y trouvent des perspectives de rentabilité.

A propos des remous à la bourse de New-York où l'on a vu apparaître des clubs d'investisseurs rebelles, Gillian Tett souligne que ceci n'a rien à voir avec la prise de la Bastille mais au contraire montre la vitalité des logiques boursières. John Thornhill avertit que l'e-globalisation financière en plein développement va s'accroître et risque d'aggraver les vices du système financier friedmanien.

Reprendre le contrôle de la dette et du financement en Europe exigera de créer les structures d'une Union à même d'allouer les ressources vers les investissements dont nous avons impérativement besoin. Pour cela il faut entreprendre deux grandes transformations : créer une finance patiente pour des investissements à rentabilité faible ou nulle et différée mais de grande efficacité sociétale pour un développement durable, humain et écologique. Et rompre avec l'alignement des intérêts entre le management des entreprises et ceux des grands actionnaires et investisseurs du marché.

Dans l'immédiat les pouvoirs publics devraient transformer une large partie des dettes qui pèsent sur les PME en prêts participatifs et en fonds propres, en particulier celles que l'Etat a garanties. Les collectivités publiques territoriales pourraient entrer dans l'actionnariat de certaines des entreprises concernées afin de les accompagner dans leur redressement en reconnaissant leur intérêt public. Il leur faudra pour cela acquérir une compétence, écarter le risque de clientélisme et ne pas se soucier des médias qui crieront à la « nationalisation ». Croire que les entreprises pourraient réinvestir par elles-mêmes en profitant du maintien de taux d'intérêt très bas est en effet une illusion. C'est négliger le stress qu'elles subiront pour rebondir après la pandémie et c'est ne pas reconnaître que les projets d'investissement à long terme se heurtent à un coût du capital trop élevé parce qu'il inclut des primes de risques exorbitantes. C'est particulièrement vrai pour les infrastructures vieillissantes en Europe comme aux Etats-Unis dans tous les domaines de biens publics.

Nous devons inventer une finance mixte pour de tels projets, c'est-à-dire reposant sur une coopération étroite entre des partenaires publics et privés qui partageront les risques afin de réduire le coût pesant sur chacun d'entre eux. En Grande-Bretagne et en France on a l'expérience de différentes formes de partenariats public-privé mais il faudra les réinventer parce qu'ils ont entretenu une dissymétrie au détriment du public. Le socle d'une industrie financière patiente doit reposer sur des investisseurs institutionnels qui peuvent s'engager durablement vers des projets d'investissement d'intérêt général : les banques publiques d'investissement, les sociétés d'assurance, les fonds de pension, les fondations... Elles n'ont pas les mêmes

contraintes de liquidités que les banques commerciales, et elles ne sont pas autant soumises à l'instabilité des marchés car elles peuvent équilibrer leurs actifs et leurs passifs sur le long terme. Ces institutions pourraient mettre en place des fonds d'investissement européens décentralisés prenant des participations dans les filières et infrastructures sociales et industrielles ; et l'Union devrait créer un fonds souverain européen qui entrerait au capital de ces différents fonds. Ceci crédibiliserait sa volonté politique d'autonomie.

Or l'Union s'apprête seulement à poursuivre l'optique du plan Juncker de 2014. Sa gouvernance est centralisée et confiée à l'administration de la BEI dont les actionnaires sont les Etats. La décision est prise de l'orienter vers le verdissement de l'économie : ainsi des labels verts vont être multipliés pour financer des projets qui seront adossés à des garanties publiques, et une « taxonomie » définira l'éligibilité de ceux que l'administration européenne jugera propres et durables. Il devrait être clair que cette gouvernance ne peut prétendre à une grande efficacité. Elle entretient des effets d'aubaine considérables pour les grandes entreprises, elle est biaisée en faveur des Etats dominants. Elle a typiquement très peu servi à financer les investissements en infrastructures sociales et en filières industrielles et particulièrement lorsqu'il s'agit de projets transfrontières. La politique du plan Juncker n'a jamais été évaluée publiquement et sérieusement, ce qui souligne une défaillance démocratique.

Rompre l'alignement des intérêts des entreprises avec ceux de la haute finance privée ne signifie pas une étatisation mais une réforme des entreprises avec la promotion de celles qui auraient mission d'investir pour créer une valeur ajoutée européenne. C'est pour les aider qu'une

industrie européenne des fonds d'investissement et des partenariats public-privé serait nécessaire. La notion de gestions socialement et écologiquement responsables prendrait alors tout son sens.

Ces problèmes nous les avons posés depuis longtemps. Le regretté Jean Gandois, alors président du Medef, très engagés dans Confrontations Europe, comme Francis Mer et Jean Paul Bailly, proposait la création d'« entreprises citoyennes » pouvant constituer le socle d'un « camp de base » de l'Europe dans la mondialisation. Inciter les entreprises à se verdier et se responsabiliser à coups de subventions comme c'est le cas aujourd'hui, c'est en effet bien trop peu. La participation de toutes les parties prenantes des entreprises à leur gouvernance et à leur gestion (salariés, fournisseurs, collectivités territoriales...) inciterait à rechercher une meilleure efficacité économique et sociale en fonction d'objectifs planifiés d'intérêt général.

Loin de supprimer le rôle des marchés, on redéfinirait leurs modèles. Les règles régissant le marché intérieur sont étroitement conçues aujourd'hui au nom d'un soi-disant « level playing field » qui épouse les dogmes friedmaniens pour qui le but même de l'entreprise est le profit pour les actionnaires, et le moteur essentiel de l'innovation est la concurrence. Ces dogmes ont engendré un marché profondément inégal et nourri les tendances à la dé-intégration de notre espace économique. Dans une perspective de croissance durable et solidaire il faudra diversifier ces règles car l'intérêt public ne se confond pas avec l'intérêt privé et la concurrence sans coopération étouffe l'innovation. Il faudrait aussi créer de nouveaux marchés, en particulier des marchés obligataires européens profonds avec des classes d'actifs dédiés aux projets d'investissements d'intérêt communautaire.

Réorienter l'innovation vers la création de chaînes de valeur pour les biens communs

Le débat sur « le monde d'après » la pandémie s'étiole déjà alors qu'elle dure et qu'on a peur de devoir apprendre à vivre avec de nouveaux virus. Cela étant des transformations majeures de notre existence auront lieu et sont déjà en cours, notamment avec les nouvelles vagues de mutations technologiques qui s'annoncent. Sur la bourse américaine, la valeur des cinq plus grands géants du numérique dépasse maintenant 7,5 trillions de dollars et celle de nouvelles sociétés également ; en Chine aussi se développent les nouveaux géants de la Tech. Si tous ces groupes sont autant valorisés financièrement, c'est parce que l'industrie financière escompte qu'ils prendront de plus en plus de parts sur tous les marchés mondiaux.

L'innovation est plus que jamais le mot d'ordre et des idéologies néo-schumpeteriennes justifient déjà les destructions d'activités au nom de nouvelles créations prodigieuses. C'est sous-estimer les dégâts humains et sociaux qui résultent des choix des oligopoles dominant l'économie globale. Quel contraste avec la lucidité d'Auguste Comte et des saint-simoniens, grands entrepreneurs de l'industrialisation de la France au XIX^{ème} siècle, pour qui « on ne doit détruire que ce qu'on remplace ».

Aujourd'hui la croyance des vertus en soi des technologies numériques est voulue incontestable mais elle est extrêmement dangereuse, et même si les politiques affichent la volonté de mieux réguler les oligopoles, ils ont des longueurs de retard. La création de vaccins contre le COVID 19 en un temps record est certes une prouesse scientifique qui prouve l'efficacité de l'innovation privée pour la santé publique, mais ceci ne peut plus masquer l'immense problème de réorganisation de ce bien collectif, ni l'ampleur des inégalités dont souffrent les pays pauvres. Rien ne prouve de façon générale que l'innovation produite aujourd'hui soit vécue par le plus grand nombre des êtres humains comme un progrès de société.

Créer de la valeur oui, mais laquelle et pour qui ?

On peut envoyer des hommes dans l'espace, créer des véhicules automobiles autonomes et en même temps négliger les ravages du paludisme et du sous-développement dans le monde, tout comme ceux du sous-emploi à l'Occident. Est-ce que la vie est devenue plus belle, le goût

du vivre-ensemble est-il renouvelé ? L'orientation des innovations ne repose pas sur des choix collectifs pour la vie des populations sur les territoires ni pour la cohésion de la société. Elle repose sur des paris pour l'avenir et sur des calculs économiques qui créent de la valeur pour de grands investisseurs. Les Anglo-saxons ne trichent pas : ils appellent cela « *en avoir pour son argent* » (value for money). La compréhension même du fait que le travail humain est la source de la création de richesse réelle est mise au rencart. L'intervention publique pour orienter l'innovation n'est tolérée par les normes européennes en vigueur que pour pallier à ce qu'on appelle des « défaillances de marché ». Et même en ce cas une entreprise publique a le devoir de se conduire en « investisseur avisé », c'est-à-dire de se comporter avec les mêmes règles de rentabilité et de management que celles du secteur privé.

Comme disait déjà Oscar Wilde en son temps, on connaît le prix de tout mais la valeur de rien. Or quand on perd la bataille de la valeur on perd tout. Il est urgent de réagir et de définir un concept de création de valeur européenne conçue comme une valeur ajoutée disponible pour le développement des humains et de leurs biens communs.

Des failles à chaque étape dans la chaîne de création de valeur ajoutée

On définit souvent l'innovation comme la transformation d'idées en nouveaux produits et services vendus sur les marchés. Soit, mais il faut bien comprendre que ceci nécessite la mise en place d'une chaîne d'activités. Nous n'en sommes plus aux débuts de la révolution industrielle et le mythe de l'inventeur dans son garage n'est pas un modèle généralisable aujourd'hui dans notre société hyper-industrielle.

L'innovation est le produit de chaînes qui commencent en amont par la recherche-développement et la formation, se poursuivent par l'emploi et la production, et ensuite en aval par la distribution, la circulation et la consommation des biens et services. Chaque maillon de ces chaînes exige des financements adaptés aux différentes étapes des cycles d'investissement, ainsi des prêts bancaires pour l'amorçage et ensuite des investisseurs différents pour prendre les relais. La continuité et la cohérence de ces cycles reposent sur des contrats juridiques et des modes de calcul acceptés et partagés ainsi que sur une organisation où interviennent de nombreuses institutions. Aujourd'hui celles-ci sont assujetties à la surpuissance des grands investisseurs financiers et géants de la technologie.

Dans une récente enquête de McKinsey 94% des dirigeants d'entreprises consultés se sont dit non satisfaits de leur politique d'innovation. Mariana Mazzucato rapporte les propos de Norman Augustine, ancien PDG de Lockheed Martin : « lorsque je vivais en Californie, voici quelques années, nous disions souvent que la Californie avait 20 ans d'avance sur le reste du pays. J'ai bien peur que nous n'ayons eu raison ». En effet, l'envers de cette magnifique vallée de création a été la destruction des bases industrielles qui a paupérisé nombre de travailleurs américains. Aujourd'hui beaucoup d'équipes de la Silicon Valley déménagent du Nord vers le Sud des Etats-Unis, c'est le Techxodus. Les champions de la Tech logés en Californie ne se sont pas souciés des carences des infrastructures territoriales qui expliquent l'ampleur

des ravages provoqués par les feux ; vont-ils se soucier des carences des infrastructures du Texas alors que cet Etat est ravagé par des grands froids ?

Commençons la chaîne d'innovation avec la recherche. Les grands oligopoles se présentent comme de grands innovateurs. Ils le sont dans la mise en place des nouvelles technologies où ils collent aux désirs humains et aux rêves des dirigeants. Mais au stade amont de la recherche fondamentale, ceux-ci puisent abondamment dans les travaux des agences publiques. Ainsi les aventures d'Elon Musk n'ont été possibles qu'avec l'apport de la recherche de la Nasa. Mariana Mazzucato montre que le cas est général : les agences publiques sont des puits profonds, des leviers pour la rentabilité des innovateurs privés.

Mais le recul de l'appétence des jeunes pour les études scientifiques en Europe et la misère de nombre de nos universités démontrent que la source des puits s'étiolé, tandis qu'un gap profond s'est creusé entre les progrès de la science et l'obsolescence de la formation de la plupart des travailleurs. L'Europe aurait pu s'inspirer du modèle suédois. Dans ce pays la loi établit comme missions de l'Université, la recherche, la formation et l'aide aux dirigeants des PME et des collectivités territoriales pour développer leurs propres innovations. J'ai rencontré des acteurs économiques dans les nouveaux pays membres de l'Union et maintes fois entendu leur demande pressante de création d'un réseau d'universités technologiques européennes. Ils auraient pu s'appuyer sur ce réseau pour se réindustrialiser à la sortie du communisme.

Mais l'Union se contente de mettre de l'argent dans des programmes de recherches dont les fruits sont le plus souvent captés par les Etats dominants et leurs champions. Des rapports pour la Commission ont souligné la réalité d'une « vallée de la mort » entre la recherche sur les « technologies clés génériques » et la production de ses inventions dans l'industrie européenne. Ce sont des grandes firmes du monde développé qui en tirent avantage.

Après la recherche, l'éducation. La situation se dégrade dans tout l'Occident et selon une enquête du *Financial Times* une guerre des générations se prépare dans les campus américains. Les étudiants sont victimes du surendettement souscrit pour financer leurs études à un coût exorbitant, des prix des loyers qui flambent, alors qu'en même temps ils se plaignent de la pauvreté de l'éducation qu'ils reçoivent. Qu'on ne s'étonne pas si ces mêmes étudiants ne voient pas la couleur de la fameuse « value for money » ! On parle de leur proposer aujourd'hui des emprunts qu'ils pourront rembourser sur leurs revenus à l'échelle de leur vie active entière (et non pas sur les seules premières années d'activité). Hypothéquer sa vie, c'est cela l'avenir ? Ces étudiants sont considérés comme des vaches à lait pour le cash flow futur des grandes sociétés.

Poussons la réflexion en prenant avec des pincettes la notion de « capital humain » : elle signifierait que l'individu se considère lui-même comme un capital qu'il lui revient de mettre en valeur, alors que son environnement institutionnel et industriel refuse de considérer sa formation et son emploi comme des biens communs dont la société doit prendre soin. Il est urgent d'entreprendre des réformes de l'université afin que des sources privées, publiques et

des fondations financent les études et rémunèrent les étudiants pour leurs efforts. Et remontons la filière éducative : dès l'école primaire les notions de base du travail, de l'entreprise et de la production devraient être enseignées.

Voyons ensuite les problèmes d'articulation entre la formation et l'emploi. Il faudrait généraliser la formation tout au long de vie, dans les temps de travail comme entre deux emplois. Aujourd'hui l'offre de formation professionnelle et continue reste grossièrement insuffisante, elle bénéficie aux plus qualifiés alors que les non qualifiés perdent pied. Les écoles de la deuxième chance ou les territoires zéro chômage de longue durée par exemple sont des innovations prometteuses mais actuellement bien trop embryonnaires. L'insuffisance des compétences est soulignée partout en Europe par les industriels eux-mêmes alors qu'il faut mettre en place des mutations technologiques complexes. Un axe majeur de politique économique devrait donc être le relèvement général des qualifications, en commençant par les domaines des services essentiels et par les travailleurs peu qualifiés et sous-payés. Certains parlent du risque d'un techcrash à l'Occident en raison du manque de compétences. Manifestement l'économie digitale manque d'ailes pour voler.

En 1982 les communistes français ont proposé la création de contrats de travail de type « emploi-formation-production » pour développer un vivier humain à même de régénérer les filières industrielles et de biens publics. Associée à la création d'un marché européen du travail, une telle formule donnerait visage à l'objectif d'une relance économique fondée sur la mise en mouvement des potentiels humains. Dans le même sens l'économiste Dani Rodrik propose de créer des services polyvalents pour renforcer les compétences et les dédier à la promotion d'innovations pour la réhabilitation de la production et de l'habitat.

On n'ose plus parler de « flexibilité » sur les marchés du travail mais la réalité atteste de son extension positive ou négative. Une étude du Bureau International du Travail sur les taxis et les livreurs de repas ubérisés a mis en évidence que pour un contrat de 20 heures dont l'exécution va nécessiter en fait 28 heures de travail, un tiers des heures ne sont pas rémunérées. De plus la plupart de ces travaux doivent souscrire un deuxième contrat pour vivre. Ils sont considérés comme des auto-entrepreneurs partenaires de grandes sociétés, on commence seulement à les reclasser en droit comme des salariés couverts par une protection sociale.

Un travail sans qualités corrompt la valeur travail et ravage les sociétés. Les champions de la révolution numérique jouent du violon pour annoncer que de grands progrès de productivité vont enfin se concrétiser grâce à l'intelligence artificielle. Mais le risque est qu'il s'agisse surtout d'intensifier le travail. Après trente ans de révolution digitale la productivité globale du travail et du capital stagne, voire même diminue en raison de la dégradation du patrimoine humain et environnemental et des carences dans l'organisation du travail. Au niveau de l'Etat, la sur-administration exerce un contrôle croissant sur les individus et les tâches improductives enflent. Des gens qui ont cru aux vertus des robots en soi font aujourd'hui leur mea culpa, ils commencent à comprendre que la machine ne doit pas remplacer l'homme mais être conçue et maîtrisée par lui

individuellement et collectivement. Il y a besoin de nouveaux Charlie Chaplin pour mettre en images les nouveaux temps modernes, de nouvelles Simone Weil pour révéler le nouveau taylorisme.

Nous sommes de facto embarqués dans des sociétés hyper industrielles qui à l'évidence auraient besoin de nouveaux visages humains et contrats sociaux.

Venons-en maintenant au cœur de la chaîne de création de la valeur ajoutée : la production.

Analyse critique de la « stratégie » européenne de ré-industrialisation

J'ai connu 15 ans de refus d'une politique industrielle européenne puis 10 ans d'atermoiements, aussi j'apprécie que le Commissaire Thierry Breton soit chargé de conduire une politique de ré-industrialisation. Mais une analyse s'impose, car je n'en vois guère la couleur dans l'espace public.

L'Union a retenu trois objectifs – un pacte vert, une transition numérique, une autonomie à acquérir dans des secteurs clés. La Commission a sélectionné quatorze écosystèmes sur le marché intérieur où elle coordonne l'action des entreprises. Prenons l'exemple de la politique de santé. Face à la pandémie on a dû pallier à une criante défaillance d'anticipation, de production et d'organisation. L'Union européenne a dû passer contrat avec des entreprises américaines et britanniques qui ont très rapidement découvert les vaccins. Pour leur fabrication elle accompagne ces sociétés dans leur recherche d'usines partenaires. Cette politique industrielle repose donc sur une coordination centrale. L'annonce par l'Union d'une politique de santé ne doit pas pour autant nous laisser tranquilles, on doit se demander comment les défaillances antérieures seront comblées.

Quand l'Union européenne annonce vouloir constituer des filières industrielles spécifiquement européennes, on dresse l'oreille. Dans les années 1980 mes camarades de l'époque et moi-même préconisons cet objectif de filières mais l'Etat français y a renoncé, ne voulant entendre parler que d'emplois de services qui selon lui remplaceraient les emplois de production. C'était ne rien voir de leur complémentarité. Aujourd'hui la Commission se concentre sur des technologies-clés en faisant appel à des entrepreneurs pour des investissements sur le territoire européen. Est-ce crédible ? Prenons l'exemple des composants électroniques où l'Europe est totalement dépendante alors qu'ils sont l'objet d'un enjeu majeur de suprématie géopolitique. On veut créer des entreprises pilotes mais posons-nous la question : si nous parvenions à produire des puces européennes, qui les achèterait ? L'Europe va-t-elle remonter la filière jusqu'à la fabrication des smart-phones ? Et si oui, qui les utiliserait ? Les géants de la Tech monopolisent les marchés et choisissent leurs propres fournisseurs ! Nous ne pourrions pas construire une filière sans créer des effets d'échelle suffisants au sein d'une industrie numérique européenne fondée sur la coopération.

De façon générale les projets de filières sont rares et l'« intérêt » en ce sens est loin d'être partagé. Il faut créer des réseaux d'entreprises dévoués explicitement à la mise en place de ces filières et fortement appuyés par une capacité de programmation et de budgétisation à l'échelle européenne.

Au cœur d'une stratégie européenne de numérisation, la priorité serait de s'attaquer au scandale du stockage et du traitement des « données » : les Européens livrent toutes les leurs à des géants américains, qui en retour nous rendent dépendants de leurs services dans toutes nos activités. La plupart d'entre nous acceptent cette soumission, considérant l'utilité de services jugés indispensables. De son côté la Chine souveraine exploite ses propres données et tient tête aux Américains.

Effectivement ces nouvelles technologies sont prodigieuses mais il est crucial de comprendre aussi leur face négative et de réagir. La critique enfle, pointant notre addiction, la déshumanisation et la perte de libertés qui sont en marche. Il faut donc traiter ces tares. John Thornhill souligne que la prise de conscience des politiciens est très faible et il pense qu'ils sont en train de perdre le défi⁹. Cela étant la critique est plus élaborée dans les pays anglo-saxons qu'en Europe. En France l'Etat s'active surtout à capter par l'impôt une maigre part des bénéfices que tirent les GAFAs de leurs ventes de services. Pour la protection des libertés l'Union se dit à l'avant-garde avec une réglementation. Mais dans un combat inégal les géants de la Tech ont l'avantage, les déviations des usages se multiplient, il faut s'attaquer à la source même de leur puissance industrielle.

Les géants du numérique devront être considérés comme des producteurs de services d'intérêt général à soumettre à la puissance publique. C'est en partie affaire de régulation, à cet effet le Royaume-Uni déclare vouloir muscler ses institutions avec son concept d'« utilities ». Mais s'agissant de biens publics, « réguler » impliquerait une intrusion publique jusque sur les choix d'investissement et de financement de ces grands monopoles privés. C'est une chimère et d'ailleurs contrôler n'est pas un but en soi. Aussi une politique de concurrence antitrust est-elle nécessaire pour réduire significativement la taille des grands monopoles ET en même temps il faut planifier des investissements publics dont la réalisation fera appel à la coopération d'acteurs publics et privés mise en place par des agences. Au sein de l'Union les Etats sont divisés, rivaux et le plus souvent soumis aux géants américains. Reprendre la main exigerait une volonté politique de fer au niveau communautaire : dé-intégrer les GAFAs quand il le faut, les rendre responsables de leurs contenus, ne plus les laisser disposer de la publicité comme source de revenu majeur à leur avantage, ce qui leur permet aussi de présenter beaucoup de leurs services comme gratuits... Ce ne sont pas des tâches molles. Et il sera décisif de donner sens à ces actes pour créer l'adhésion : l'Union européenne déciderait de maîtriser et/ou bâtir elle-même les grandes infrastructures de stockage et de traitement des données dont elle a besoin pour réhabiliter ses biens communs.

En l'état le « Green deal » n'est ni efficace, ni fédérateur

L'objectif de zéro émission nette de CO2 en 2050 est excellent sauf qu'il ne s'appuie ni sur une prospective digne

de ce nom ni sur une stratégie fondée sur une planification des investissements essentiels.

Je me souviens interpellé la regrettée commissaire à l'énergie Loyola de Palacio au Parlement européen en 2001 : l'Union ne doit-elle pas se fixer comme objectif principal de réduire massivement sa consommation de combustibles fossiles importés ? Elle m'a répondu : bonne question mais il n'y a pas de consensus en ce sens. Avec André Ferron Confrontations a ensuite conçu et présenté un projet de communauté de l'énergie basé sur la production d'électricité, suivi d'une proposition de Pacte de solidarité énergétique entre les Etats membres de l'Union. Claude Fischer-Herzog qui a animé le groupe Energie poursuit avec ses partenaires des Entretiens Européens un combat constant engagé depuis 2003 pour faire de l'électricité nucléaire un bien public européen et mondial¹⁰.

Bill Gates vient de publier un livre manifeste qui converge avec nos objectifs et devrait attirer l'attention¹¹. Il souligne que l'Europe n'a pas les structures économiques nécessaires pour résoudre le problème de la décarbonation de l'économie, et pour lui l'objectif central est bien la réduction massive de la consommation en combustibles fossiles. A l'échelle de la planète comme en Europe, la dépendance envers ces combustibles est énorme et structurelle. Les pays pauvres en ont besoin pour s'industrialiser afin de se développer alors que chez eux l'électrification reste à faire. Ici notre consommation en fossiles représente encore 80% du total parce que la production d'électricité est insuffisante. Or pour une vaste majorité d'industries (ciment, acier, chimie, avion, bateau, ...) il n'y a pas d'option facilement disponible pour remplacer les fossiles alors que nous avons consenti des décennies d'investissements en infrastructures pour les utiliser.

De façon totalement irréaliste l'Union mise sur une diminution drastique de la consommation d'énergie dès la prochaine décennie sans tenir compte des besoins sociaux et de reprise économique. Une telle hypothèse lui permet de sous-estimer les investissements de production à consentir pour une électricité décarbonée. Elle ne mise que sur le développement des énergies renouvelables intermittentes (80% en 2030, 100% en 2050), négligeant les études de l'OCDE et d'autres démontrant qu'au-delà de 40% de ces sources sur le réseau, le système électrique explose. Leur intermittence oblige au développement de capacités nucléaires de production de base en continu mais l'Union veut compléter les ENR avec du gaz. Les projets de nouvelles infrastructures gazières sont engagés. Leur usage sera de longue durée et l'objectif de quitter les combustibles fossiles risque d'être bel et bien perdu de vue.

Pour toutes ces raisons **la part du nucléaire dans le mix énergétique ne devra pas diminuer mais augmenter**, avec des investissements dans le renouvellement du parc et dans les nouvelles générations de réacteurs, ce que nous voulons promouvoir **en créant une filière européenne compétitive à l'échelle mondiale**. Pour le long terme l'Union compte sur les technologies du stockage d'électricité pour résoudre le problème des sources intermittentes,

⁹ Politicians are failing the Tech challenge (F. T., 25 février 2021).

¹⁰ La Lettre et les Cahiers des Entretiens Européens, www.entretiens-europeens.org, ASCPE.

¹¹ How to avoid a climate disaster. Son lancement a fait l'objet d'une interview au F.T. et parallèlement d'une revue par The Economist (20 février 2021).

et sur l'hydrogène dont la production suppose d'utiliser soit du gaz soit de l'électricité... Avec cette « stratégie » qui laisse de grandes failles entre aujourd'hui et après-demain (aucune transition cohérente n'est proposée), l'Union manquera de capacités de production électrique de base en continu. Le Commission reconnaît que le nucléaire est une source décarbonée mais il ne la retient pas encore dans sa « taxonomie » des sources à soutenir et développer. Pourtant la sécurité nucléaire a fait de grands progrès, des solutions pour le traitement des déchets sont prêtes mais même l'Etat Français fait l'escargot et retarde la décision. Le débat n'est pas clos, au contraire il renait mais il se heurte toujours aux tabous des idéologies « écologistes » en manque d'une économie politique sérieuse, ainsi qu'à l'électoratisme des alliances partisanes.

Le problème vient du gouvernement allemand (et autrichien). En 2011 après la catastrophe de Fukushima, celui-ci a décidé unilatéralement de quitter le nucléaire et l'a remplacé par les énergies renouvelables qu'il subventionne quoiqu'il en coûte, complétées par du charbon et du gaz. Le prix de l'électricité en Allemagne a grimpé en flèche et ce pays n'honore pas les engagements qu'il a pris à la COP 21 pour réduire le CO2. Pourtant il a imposé ses vues au sein de l'Union européenne. La France n'a pas bronché au point que son entreprise phare et hier leader mondial, EDF, est aujourd'hui en grande difficulté. Les renouvelables ont été promus hors concurrence sur le réseau, et au nom de la concurrence EDF livre de l'électricité nucléaire à bas prix pour faire place à des traders qui n'ont aucune responsabilité de production. Le marché « spot » de l'électricité où se font les transactions est profondément instable et ignore totalement la nécessité de garanties de prix suffisantes pour investir à long terme. C'est une politique de gribouille dont les grands Etats sont les premiers responsables.

Ainsi l'Union européenne choisit de « verdir » l'économie de façon centralisée avec une coordination interétatique stérile, et faute du pacte de solidarité énergétique que nous préconisons entre des pays européens dont les atouts et les situations sont très dissemblables, les effets inégalitaires de la soi-disant stratégie de décarbonation de l'Union sur le grand marché sont patents.

L'UE définit des labels pour inciter les entreprises à choisir les technologies qu'elle juge propres dans tous les secteurs en leur offrant des garanties ; elle crée des instruments financiers en ce sens comme les obligations vertes pour diminuer le coût du capital engagé. Il faut s'interroger sur les effets d'aubaine et les gâchis résultant de cette méthode. Ainsi par exemple les grands groupes pétroliers et gaziers peuvent à la fois continuer à exploiter leurs champs et leurs réserves énormes à l'Est de la Méditerranée, l'Allemagne peut décider d'un nouveau gazoduc, North Stream II, pour acheter encore plus de gaz russe... et ces mêmes groupes peuvent en même temps bénéficier des aides européennes pour se verdir en investissant dans les énergies renouvelables.

Que vaut un green deal oublieux du fait que le problème du climat et de l'environnement est global ? L'Union croit-elle fournir un modèle à imiter ? L'Afrique a plutôt besoin d'investissements massifs pour s'électrifier et bâtir sa croissance de façon autonome, or nos investissements sur ce continent sont dérisoires. De façon générale la carence

de solidarité en matière d'innovation pour le développement est effrayante. « Beaucoup de temps est perdu pour convaincre les politiciens » écrit Bill Gates. Il leur demande surtout d'être plus efficaces dans leurs commandes publiques et d'établir une véritable taxe carbone, et il mise sur l'engagement des entreprises elles-mêmes pour se dédier aux investissements de décarbonation. Mais s'il faut certes miser sur cet engagement, il faut aussi miser sur des politiques d'investissements publics responsables, faisant appel à la coopération entre les entreprises et les collectivités publiques, aiguillonnée par une nouvelle conscience populaire.

Nos défaillances politiques reposent sur l'oubli même de la notion de service public. Tous les jours on entend parler de « biens publics » et le plus souvent cela masque à peine le vide de la pensée à ce sujet. Pour mémoire, conduite par Maurice Allais notre plus grand Prix Nobel et par son disciple Marcel Boiteux, une école française exceptionnelle de calcul économique public a permis jadis à la France de développer un réseau de services publics d'excellence, notamment pour l'énergie. Si des cercles responsables d'ingénieurs-chercheurs offrent toujours leur compétence, l'Etat n'a pas pris soin de renouveler cette création.

Aujourd'hui il y aurait pourtant besoin de régénérer des services d'intérêt général dans tous les domaines vitaux de la vie commune comme l'éducation, la santé, l'accès à l'emploi, le transport, l'énergie, l'alimentation... L'Union européenne n'a ni pensée ni stratégie autonome à cet effet car lorsqu'elle a créé le grand marché elle a décidé d'ouvrir les marchés nationaux à la concurrence sans s'interroger sur la spécificité des services essentiels. Mon rapport au Parlement européen sur ce sujet a abouti en 2004 à un accord de compromis avec Mario Monti alors Commissaire responsable du Marché intérieur ; et sur cette base le Traité de Lisbonne a intégré le principe d'une coresponsabilité des Etats et de l'Union européenne en la matière. Mais faute d'une action sociale et politique suffisante en ce sens ce principe reste inactivé.

Si l'on veut réapprendre à produire et non pas seulement consommer de façon écologique et en solidarité, il faudra inventer et organiser un système européen de planification et de programmation dans un réseau où participeraient toutes les régions d'Europe. Des agences publiques de développement des filières industrielles et de promotion des services d'intérêt général européen veilleraient à établir une division intracommunautaire du travail. Et l'Union européenne se doterait des outils intellectuels et budgétaires lui permettant d'assumer les fonctions de prospective, de veille et de programmation d'investissements prioritaires, en particulier dans les domaines d'infrastructures.

Ceci impliquera des réformes des règles du grand marché et en même temps de la politique commerciale et d'investissement à l'étranger pour replacer l'Europe sur le marché mondial. Ce serait le socle d'une capacité géopolitique à même de se confronter aux politiques extraterritoriales des grandes puissances. La formation de « champions européens » se justifierait non pour imiter des grandes sociétés multinationales, mais pour que de grandes firmes européennes aient mission de nouer des alliances durables avec des partenaires extérieurs, en particulier en se tournant vers les pays en quête de développement.

Pour mesurer à quel point l'innovation perd sa vigueur dans notre civilisation, comparons l'incroyable difficulté de l'Occident à réhabiliter ses infrastructures essentielles avec ce que les Romains ont été capables de faire jadis : ils ont créé des routes, des aqueducs, des villes entières dans tout

l'Empire et elles ont eu une portée millénaire. Ils ne se sont pas souciés de calculer les coûts et les avantages d'investissements rívés sur la « value for money ». J'ai l'impression aussi qu'à force de ne voir l'avenir qu'en virtuel on perd le sens des réalités matérielles.

Dernière chance pour le libéralisme européen

L'Europe doit s'extraire de l'emprise du capitalisme financier néolibéral et inventer son propre modèle pour être capable de concevoir un nouveau type de développement. Il s'agit de bâtir une nouvelle économie mixte en redéfinissant le partage des responsabilités entre les institutions publiques et privées. Nous créerons ainsi l'assise d'une liberté responsable parce que socialisée (et non pas étatisée). Entreprises responsables du lien social et productif et collectivités publiques qui ne feraient pas qu'édicter des normes et en contrôler l'exécution mais deviendraient des co-entrepreneurs, feront couple. En fait elles ont déjà besoin les unes des autres mais en guise de synergie, c'est une dissymétrie qui s'est établie entre elles au détriment du public. Les grandes sociétés ont gagné en connaissance du terrain et les pouvoirs publics ne peuvent plus établir leur propre régulation sans leur contribution. Les plus grandes d'entre elles prétendent même se réglementer par elles-mêmes. On leur confie le soin d'introduire de l'éthique dans leurs algorithmes, leurs actes et leurs projets, et l'on se contente d'énoncer des règles juridiques dont les fondations n'ont rien d'assuré, après quoi en guise de contrôle c'est un trou noir !

Dans ces conditions les Etats s'épuisent à corriger les impacts sociaux et à adoucir les souffrances causées par ce système économique et financier. Ils s'efforcent aussi de contrôler le bon usage de leurs aides et de responsabiliser les populations par exemple pour endiguer les violences véhiculées sur les réseaux sociaux... Dans un pays comme la France ces tâches font l'objet d'une sur-administration. L'expertise économique des élites politiques dirigeantes est en fait imprégnée de l'idéologie managériale des grandes firmes, mais mâtinée de responsabilités sociales, une contradiction qui devient insupportable. Alors que les questions sociales prennent toujours plus d'ampleur, les gouvernements sont débordés. Il est trop facile de leur jeter la pierre et je pointerai plutôt deux handicaps. La sociologie et la formation de ses élites : elle est endogame (énarchies, écoles de commerce...), fort peu représentative de la diversité des sociétés. Et leur méthode : centralisée et technocratique, ce qui les éloigne encore plus du peuple. La volonté populaire de « dégagisme » des dirigeants se comprend mais n'est pas une solution.

Les anciennes tentatives de socialisme faisant appel à la coopération et la co-gestion du capital et du travail étaient idéalistes mais l'intention était bonne. Il faut reprendre le défi dans un contexte où le processus d'individuation, c'est-à-dire de sujets qui veulent être pleinement libres de choisir leur identité et leur destin, semble irrésistible. Cette liberté est entravée par l'ultra-libéralisme du système économique et par le contrôle étatique des individus. La société se décompose or un individu n'est libre que dans une société consciente d'elle-même et fraternelle. La solution repose sur une participation impliquant des devoirs sociaux pour les individus et leurs organisations. L'autonomie et la dignité des sujets humains ne seront effectives que s'ils réapprennent à faire société et si l'économie devient un espace de co-détermination. Ceci doit se faire dans l'ouverture à un monde où se crée un nouvel âge de coopérations internationales. Je me garderai de systématiser cette perspective, c'est le chemin de liberté à trouver qui est l'essentiel. Vouloir endiguer les populismes est une incantation, le libéralisme se régénérera ou il sombrera.

Me voici de retour à Lampedusa et à Augustin exposant l'épuisement des élites... Aujourd'hui pour refaire société il faut repenser notre humanité, c'est de nouveau un enjeu de civilisation.

Il faudra résoudre les problèmes de dysfonctionnement de la démocratie électorale et dépasser celle-ci. Nombre d'entre nous avons combattu notre vie entière pour créer une démocratie de participation. Elle ne pourra se mettre en place sans se défaire de la moderne Tunique de Nessus. Le redéploiement des capacités et des responsabilités des populations pour qu'elles accèdent à l'élaboration des choix collectifs appelle une révolution culturelle de l'éducation et de la formation.

La création d'une Communauté européenne a été une promesse après la guerre, elle s'est concrétisée par des institutions communes mais elle n'est pas encore un bien commun. L'Europe perd son âme, elle se sclérose, elle est en danger. Lui redonner souffle et la refonder est un devoir pour chacun d'entre nous.

Paris, le 17 mars 2021

LA TRAJECTOIRE
DES RELIGIONS
DANS NOTRE HISTOIRE



Philippe Herzog

LA TRAJECTOIRE DES RELIGIONS DANS NOTRE HISTOIRE

Commandez le dernier essai de Philippe Herzog

Collection « Europe 21 »

Prix du livre 10 €
Livres numériques 7,90 €



Les Entretiens Européens
& Euraficains

9 rue des Larris, 93800 Epincay/Seine
Port : 00 33 (0) 6 72 84 13 59

contact@entretiens-europeens.org
www.entretiens-europeens.org